

89.572

**Interpellation Jeanprêtre**  
**Bodenrecht. Kauf- und Vorkaufsrecht**  
**für öffentliche Gemeinwesen**  
**Droit foncier. Droit d'emption**  
**et de préemption en faveur des**  
**collectivités publiques**

*Wortlaut der Interpellation vom 23. Juni 1989*

Ist der Bundesrat bereit, im Rahmen seiner dringlichen Massnahmen gegen die Bodenspekulation Gemeinwesen ein Kaufs- und Vorkaufsrecht einzuräumen, das ihnen ermöglicht, bei der Veräusserung von nichtlandwirtschaftlichen Grundstücken das Land zum Preis zu erwerben, den der Verkäufer dafür bezahlt hatte?

*Texte de l'interpellation du 23 juin 1989*

Dans le cadre des mesures urgentes qu'il est amené à prendre pour lutter contre la spéculation foncière, le Conseil fédéral est-il prêt à envisager d'introduire dans la législation des dispositions autorisant les collectivités publiques à exercer un droit d'emption et de préemption au prix qu'avait payé le vendeur lors de l'aliénation de biens immobiliers non agricoles?

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Aguet, Béguelin, Bodenmann, Brélaz, Bundi, Carobbio, Hubacher, Leuenberger Moritz, Longet, Matthey, Mauch Ursula, Meizoz, Rebeaud, Rechsteiner, Ruffy (15)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Force est de constater que le système d'économie libérale, loin de résoudre à satisfaction les distorsions entre l'offre et la demande en matière de biens-fonds, contribue à déséquilibrer le marché. Le Conseil fédéral ne veut plus laisser la gestion du sol aux seules forces du marché et nous ne pouvons que nous en réjouir. En effet, tant que le sol, bien rare et non renouvelable, sera considéré comme une valeur-refuge, il sera l'objet d'opérations de placement et de spéculation.

C'est ainsi que le Conseil fédéral s'apprête à présenter au Parlement un programme de mesures urgentes.

Toutefois, ces mesures nous semblent à moyen terme inopérantes, dans le sens où le sol restera toujours un bien qui, comme n'importe quel autre, obéira aux lois de l'offre et de la demande.

A l'opposé, il devrait s'affirmer une volonté politique de soustraire le sol aux fluctuations malsaines du marché pour faire en sorte qu'il soit durablement affecté, voire de manière inaliénable, à une tâche précise.

Plutôt que d'interdire toute revente dans le délai de cinq ans, il nous semblerait plus judicieux de donner à la collectivité publique ou à un fonds de droit public institué à cet effet un droit d'emption: dans le délai institué, le bien-fonds remis en vente pourrait être acquis par la collectivité au prix payé par le vendeur, en y ajoutant impenses et intérêts.

Une telle disposition freinerait efficacement la rotation rapide, achat/vente, des biens-fonds. La collectivité pourrait librement exercer sa vigilance sans léser le droit de propriété.

De plus, le droit d'emption, dans un contexte d'aménagement du territoire, pourrait aussi s'exercer dans le cas où un propriétaire ne construirait pas, alors qu'une occupation déterminée de la parcelle a été considérée d'intérêt général.

C'est pourquoi l'intervention de la collectivité publique est nécessaire, qu'elle s'exerce sous forme de droit d'emption ou de préemption telle que nous le proposons.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 13. September 1989*

*Rapport écrit du Conseil fédéral du 13 septembre 1989*

Nous avons soumis aux Chambres fédérales, par message du

16 août 1989, un paquet de mesures urgentes destinées à combattre l'augmentation des prix des terrains et la spéculation foncière. Ce paquet ne contient ni droit d'emption ni droit de préemption en faveur des collectivités publiques; en effet, la nécessité d'intervenir dans de brefs délais ne nous permettait pas de procéder à des analyses compliquées et détaillées. Cela ne signifie pas pour autant que ces institutions ne pourraient pas contribuer à résoudre les problèmes de droit foncier et qu'elles devraient en principe être rejetées. Au contraire, nous estimons qu'elles doivent être examinées indépendamment des mesures urgentes proposées et dans un contexte plus vaste. Un tel examen sera effectué lors de la préparation des dispositions qui remplaceront ces mesures.

A cette occasion, nous nous pencherons sur la nécessité et l'opportunité d'introduire, à l'échelon fédéral, un droit d'emption ou de préemption des collectivités publiques.

Pour ce qui est du droit de préemption – qui peut d'ailleurs déjà être prévu par les cantons et les communes selon le droit actuel – il faudra aussi étudier la question de savoir s'il devra être accordé seulement aux collectivités publiques ou également à d'autres ayants droit, par exemple aux locataires et aux coopératives d'habitation.

Il convient enfin de souligner qu'un droit d'emption octroyé de façon générale aux collectivités publiques équivaldrait à une expropriation sans condition.

**Präsident:** Die Interpellantin ist von der Antwort des Bundesrates befriedigt.

88.538

**Interpellation Humbel**  
**Vorbereitung der angehenden Rekruten**  
**Préparation à l'école de recrues**

*Wortlaut der Interpellation vom 23. Juni 1988*

Auf die Vorbereitung der angehenden Rekruten ist nicht nur im Zusammenhang mit «Jugend und Sport» besonderes Gewicht zu legen. Man spricht von militärtechnischer Vorbildung. Es werden Eignungs- und Fachprüfungen für Stellungspflichtige durchgeführt. Im Volk hört man oft den Hinweis, dass die Möglichkeiten der Vorbildung/Vorbereitung auf die RS zu wenig bekannt gemacht werden (Jungschützenkurse, Flugzeugerkennungskurse, Funkerkurse, Erste-Hilfe-Kurse, Pontonierkurse, fliegerische Vorschulung, usw.) und dass in dieser Beziehung noch ein Vermehrtes getan werden könnte.

Ich bitte deshalb den Bundesrat höflich, folgende Fragen zu beantworten:

1. Wie ist heute das Konzept der verschiedenen Vorbildungskurse bzw. für die Vorbereitung der angehenden Rekruten auf die RS ausgestaltet?

2. Drängen sich in der heutigen Zeit nicht gewisse Änderungen bzw. Ergänzungen dieses Konzeptes auf? Sind Schritte und Massnahmen eingeleitet worden, das Konzept den heutigen Anforderungen anzupassen? Ab wann könnte das abgeänderte Konzept realisiert werden (z. B. bei den Radfahrern: Vorzeitiger Bezug des Militärfahrrades für Trainingszwecke)?

3. Welche Massnahmen sieht der Bundesrat vor, damit diese Vorbildungskurse und Vorbereitungsarbeiten für die Stellungspflichtigen besser bekannt gemacht werden könnten bei unseren jungen Mitbürgern, bei den Stellungspflichtigen, angehenden Rekruten, in unseren Familien und überhaupt in der Öffentlichkeit? PR-Aktionen!

*Texte de l'interpellation du 23 juin 1988*

Il faut accorder une importance particulière à la préparation des futures recrues non seulement dans le cadre du mouvement «Jeunesse et sport». On parle de formation préparatoire

technique. Il existe des examens d'aptitudes et de connaissances techniques destinés aux conscrits. On entend souvent dire que les possibilités de préparation/formation à l'école de recrues sont trop peu connues (cours pour jeunes tireurs, cours d'identification d'avions, cours radio, cours de premiers secours, cours de pontonniers, instruction préparatoire au vol, etc.) et qu'il faudrait faire plus dans ce domaine.

C'est pourquoi je prie le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

1. Quelles sont à l'heure actuelle la conception et l'organisation des différents cours de formation ou de préparation destinés aux futures recrues?
2. Certaines modifications de cette conception ne s'imposent-elles pas à l'heure actuelle? Des mesures ont-elles été prises en vue d'adapter la conception des cours aux exigences actuelles? Quand seront réalisées ces modifications de conception (pour les cyclistes par exemple, toucher son vélo militaire à l'avance pour pouvoir s'entraîner)?
3. Quelles mesures compte prendre le Conseil fédéral pour que ces cours de formation et de préparation des conscrits soient mieux connus de nos jeunes concitoyens, de nos futures recrues, de nos familles et du public? Pourrait-on par exemple envisager des mesures de relations publiques?

Mitunterzeichner – Cosignataire: Keine – Aucun

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*  
Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 7. September 1988*

*Rapport écrit du Conseil fédéral du 7 septembre 1988*

Der Bundesrat misst der Vorbereitung von Stellungspflichtigen und Rekruten auf den Militärdienst grosse Bedeutung bei. Diese Vorbereitung besteht heute aus einer grossen Zahl verschiedener vordienstlicher Kurse und Eignungsprüfungen, wobei letztere den Sinn haben, dem angehenden Angehörigen der Armee eine seinen Fähigkeiten und Kenntnissen entsprechende Funktion zu übertragen und ihn in der Armee an den richtigen Platz zu stellen. Das heutige Konzept der vordienstlichen Ausbildung hat sich bewährt, und die Kurse erfreuen sich grosser Beteiligung.

Zu den einzelnen Fragen der Interpellation nimmt der Bundesrat wie folgt Stellung:

1. Die angehenden Stellungspflichtigen haben verschiedene Möglichkeiten, um sich auf die Rekrutenaushebung vorzubereiten:

Die im Rahmen von «Jugend und Sport» angebotenen Kurse tragen dazu bei, die körperliche Leistungsfähigkeit im Hinblick auf den Militärdienst zu fördern.

Im Bereich der militärtechnischen Vorbereitung, an der freiwillig ab 15. Altersjahr teilgenommen werden kann, werden vom Militärdepartement sowie von privaten Verbänden und Organisationen zahlreiche Kurse angeboten, die der fachtechnischen Vorbereitung der angehenden Rekruten auf die Aushebung dienen. Mit Ausnahme der Jungschützenkurse und der Flugzeugerkennungskurse ist die Teilnahme auf ein Wahlfach beschränkt.

Anwärter für bestimmte militärische Funktionen (Panzersoldaten, Fahrer von bestimmten Motorfahrzeugen, Strassenpolizeisoldaten usw.) können vor der Aushebung beim Sektionschef des Wohnorts ihr Interesse an diesen Funktionen anmelden. Auf diese Weise sollen Anwärter ermittelt werden. Die geeigneten Anwärter werden vor der Rekrutenaushebung zu einer Eignungsprüfung aufgeboten. Eine solche haben auch die zukünftigen Truppenhandwerker zu absolvieren, meistens ebenfalls vor der Aushebung. Die vordienstliche Abgabe von Fahrrädern zu Trainingszwecken ist schon heute möglich, wenn der angehende Rekrut an militärischen Radsportwettkämpfen teilnehmen will.

2. Das heutige Angebot an Kursen für die vordienstliche Ausbildung entspricht nach Auffassung des Bundesrates den Anforderungen. Es besteht deshalb nicht die Absicht, es zu ändern.

3. Die Möglichkeiten der vordienstlichen Ausbildung werden den angehenden Stellungspflichtigen mit der Broschüre «Stellungspflichtig», die einige Zeit vor der Aushebung abgegeben wird, bekanntgegeben. Die einzelnen militärtechnischen Vorbereitungskurse werden überdies zum Teil von den Organisatoren in der Presse ausgeschrieben und durch die Sektionschefs bekanntgemacht.

Im Jahr 1987 haben landesweit über 30 000 angehende Stellungspflichtige militärtechnische Vorbereitungskurse besucht. Eine weitere Werbung für diese Kurse drängt sich nicht auf. Die Teilnehmerzahlen müssen im Gegenteil mitunter beschränkt werden, weil aus naheliegenden Gründen nicht mehr angehende Stellungspflichtige in einer Spezialfunktion ausgebildet werden sollen, als die Armee benötigt.

4. Sollte das Interesse an der vordienstlichen Ausbildung nachlassen, würden selbstverständlich Massnahmen zur Verbesserung der Orientierung und Werbung im Sinn des Interpellanten notwendig. Heute drängen sich solche noch nicht auf.

**Präsident:** Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates befriedigt.

88.785

## Interpellation Humbel Schiessübungen der Armee Exercices de tir de l'armée

*Wortlaut der Interpellation vom 7. Oktober 1988*

Die Ende September 1988 in verschiedenen Tageszeitungen erschienenen Berichte mit den Titeln «Erboste Freiburger Jäger vertreiben Armee», «Freiburger Jäger stoppten die Armee» und «Eine Handvoll Jäger schlug Füsilier-Kompanie in die Flucht» haben mich beschäftigt und machen mich weiterhin nachdenklich. Gewiss: Auch die Jagd ist im öffentlichen Interesse; Hege und Pflege ist eine sehr interessante Wissenschaft und ein erfreuliches Hobby. Aber dennoch: Unsere Armee ist doch immer noch das klassische Selbstbehauptungsmittel in der Sicherheitspolitik unseres Landes. Die Armee sollte erste Priorität haben.

In diesem Zusammenhang stelle ich dem Bundesrat folgende Fragen zur Beantwortung:

1. Hat das EMD bezüglich dieses Vorfalles eine Untersuchung eingeleitet, und wie sehen die Ergebnisse aus? Wie hat sich der ganze Vorfall genau zugetragen? Wurden die zuständigen Vertreter der Jäger rechtzeitig informiert?
2. Ist der Bundesrat bereit, die wichtigen Bestimmungen über die Rechte der Armee bezüglich Benützung von Grundeigentum (inkl. Wald, Weide und Wiese usw.) in Erinnerung zu rufen?
3. Ist der Bundesrat auch der Ansicht, dass die Armee immer noch oberste Priorität hat? Oder gibt es irgendwelche Vorbehalte, und wenn ja, in welchen Bereichen?
4. Es trifft doch zu, dass sich die gesamte Bevölkerung an die öffentlich und rechtzeitig publizierten Schiessanzeigen zu halten hat (Inserate, Anschläge, usw.)? Muss allenfalls ein anderes System realisiert werden?
5. Wie ist die Haftung ausgestaltet (wer haftet? wofür? usw.), wenn bei Nichtbeachtung von solchen Schiessanzeigen und -publikationen irgendwelche Schäden (Personen- und Sachschäden usw.) entstehen?

*Texte de l'interpellation du 7 octobre 1988*

«L'armée chassée par des chasseurs fribourgeois en colère», «L'armée retenue par quelques chasseurs fribourgeois», «Une compagnie de fusiliers prend la fuite devant une poignée de

## **Interpellation Humbel Vorbereitung der angehenden Rekruten**

### **Interpellation Humbel Préparation à l'école de recrues**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1989
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.538
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	06.10.1989 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1756-1757
Page	
Pagina	
Ref. No	20 017 838

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.